



► Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Onzième édition

La fracture de l'emploi dans le monde: sans action sur l'emploi et la protection sociale, les pays à faible revenu seront encore davantage laissés pour compte

31 mai 2023

Principaux enseignements

- **L'existence de toute une série de crises et de risques à travers le monde retarde la reprise du marché du travail, notamment dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.** Dans les pays en développement, la réponse à ces multiples crises actuelles (ou «polycrise») est contrariée par la conjonction d'une forte inflation et de taux d'intérêts élevés, ainsi qu'en raison d'un risque grandissant de surendettement.
- **Selon les estimations de l'OIT, cette année les pays à faible revenu, l'Afrique et les États arabes ne devraient pas revenir aux niveaux de chômage pré-pandémie.** Même si le taux de chômage dans le monde devrait baisser en 2023 au-dessous de son niveau durant la pandémie, cela reflète plutôt une résilience plus forte que prévu dans les pays à revenu élevé qu'une reprise généralisée.
- **En 2023, le déficit d'emplois dans le monde devrait concerner 453 millions de personnes (ou 11,7 pour cent¹), soit plus du double du niveau du chômage.** L'état réel des défis qui existent en matière d'emploi est bien résumé par l'indicateur de l'OIT du déficit d'emplois qui prend en compte toutes les personnes qui aimeraient travailler mais qui n'ont pas d'emploi. Les disparités en matière d'emploi sont plus importantes chez les femmes (14,5 pour cent) que chez les hommes (9,8 pour cent).
- **Les différences en matière de déficit d'emplois mettent en évidence une fracture de l'emploi dans le monde.** Les pays à faible revenu sont confrontés au taux de déficit d'emplois le plus élevé, de 21,5 pour cent, tandis que le taux pour les pays à revenu intermédiaire se situe légèrement au-dessus de 11 pour cent. Les pays à revenu élevé enregistrent les taux les plus faibles, 8,2 pour cent. Les pays à faible revenu constituent le seul groupe de pays classés selon leur revenu qui a vu une hausse à long terme du taux de déficit d'emplois, passant de 19,1 pour cent en 2005 à 21,5 pour cent en 2023.
- **En 2023, les pays à faible revenu en surendettement enregistrent un taux de déficit d'emplois de 25,7 pour cent.** Dans les pays à faible revenu qui sont en situation de surendettement, le déficit d'emplois est nettement plus important que dans les pays en développement, qui ont un risque faible de surendettement (25,7 pour cent comparé à 11 pour cent). Cela reflète le fait que les contraintes financières et budgétaires entravent les réponses politiques, accentuant ainsi l'aggravation des conditions sur le marché du travail.
- **Certains pays sont confrontés à des crises complexes et qui se succèdent,** liées à des difficultés plus larges sur le plan mondial et qui aggravent encore un peu plus les conséquences sur le marché du travail. Cela va des catastrophes naturelles (par exemple les tremblements de terre en Türkiye et en République arabe syrienne) aux crises économiques multiples (par exemple au Sri Lanka) qui surviennent en plus des effets prolongés de la pandémie de COVID-19 et de la crise du coût de la vie au niveau mondial.
- Des déficits importants demeurent en matière de politiques de protection sociale dans les pays en développement, notamment dans les pays à faible revenu, en particulier au niveau des pensions de vieillesse. **Seulement 38,6 pour cent des personnes âgées dans les pays à revenu intermédiaire et 23,2 pour cent dans les pays à faible revenu touchent une pension de vieillesse.** Il est nécessaire d'investir dans des systèmes nationaux de protection sociale, basés sur un financement équitable et durable alimenté par l'impôt et par des contributions sociales et complété par un soutien international là où le besoin

1 Le numérateur de ce taux comprend toutes les personnes sans emploi et souhaitant en obtenir un, alors que le dénominateur comprend ce chiffre, auquel s'ajoute l'emploi total.

existe. Cela apportera des avantages au niveau économique, social et en matière d'emplois.

- **Les nouvelles estimations de l'OIT viennent confirmer que le fait de bâtir un socle de protection sociale, par exemple par l'extension des pensions de vieillesse de base dans les pays en développement permettrait d'augmenter le PIB par habitant de 14,8 pour cent dans les dix ans qui suivent dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire inférieur.** Ces pensions de vieillesse de base dans les pays en développement réduiraient également la part de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté de 2,15 dollars des États-Unis (PPA) de 6 points de pourcentage et d'augmenter la part du revenu de la tranche de 40 pour cent la plus basse de la répartition des revenus de 2,5 points de pourcentage. De plus, les effets induits des pensions de base permettraient de réduire l'écart entre les genres en matière de revenu du travail de 3,6 points de pourcentage, ce qui équivaut à l'ensemble des progrès réalisés dans les quinze dernières années.

- **Les moyens financiers nécessaires pour étendre les pensions de vieillesse de base sont importants mais ne sont pas insurmontables.** Pour les pays en développement, le coût annuel permettant de verser des pensions de vieillesse de base au niveau des seuils de pauvreté équivaut à 1,6 pour cent du PIB (respectivement 2,3 pour cent et 1,5 pour cent du PIB des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire inférieur). Pour l'Afrique subsaharienne, le coût serait de 23,3 milliards de dollars des É.-U., soit 1,4 pour cent du PIB et environ 12,5 pour cent de l'aide officielle globale annuelle au développement.
- L'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale, de l'ONU, ainsi que la Coalition mondiale pour la justice sociale peuvent rassembler les moyens nécessaires au niveau international pour parvenir à des pensions de vieillesse de base, dans le cadre de la réforme de l'architecture financière internationale afin de mieux couvrir les besoins des pays à faible revenu.

► Partie 1. Dernières tendances concernant une reprise incertaine du marché du travail

1. Contexte: l'impact inégal de la polycrise

Précipitée par la guerre en Ukraine et par les effets prolongés de la pandémie de COVID-19, la crise actuelle du coût de la vie a atteint les revenus et les moyens de subsistance dans le monde entier, notamment dans les pays en développement.

La croissance du PIB mondial devrait se réduire à 2,8 pour cent cette année, en baisse par rapport à 3,4 pour cent en 2022². Ce ralentissement masque un écart significatif entre économies avancées et économies en développement. Dans les pays à revenu élevé, les marchés du travail demeurent tendus malgré la série de hausses des taux d'intérêt (bien que certains déficits persistent en matière d'emploi, même au sein de ces économies). Alors que certaines de ces grandes économies émergentes, comme l'Inde,

sont revenues à une forte croissance économique, des pays à bas revenu doivent faire face à des niveaux d'endettement élevés et à des coûts à la hausse pour emprunter, ce qui limite encore un peu plus leurs efforts dans la promotion de l'emploi décent et productif.

La forte inflation et les taux d'intérêt élevés continuent de peser sur de nombreux marchés du travail, alors que pour certains pays la situation devrait s'améliorer (encadré 1). En même temps, **dans les économies les plus pauvres, l'espace budgétaire est extrêmement limité**, ce qui réduit les réponses politiques qu'elles peuvent apporter dans un monde atteint par une polycrise définie par toute une série de difficultés complexes et qui se succèdent, comprenant des conflits, des catastrophes naturelles et des crises économiques qui amplifient les effets des chocs au niveau mondial découlant de la pandémie de COVID-19 et de la crise du coût de la vie. Cette

2 FMI, *Perspectives de l'économie mondiale: une reprise cahoteuse*, avril 2023.

situation a contribué à l'aggravation d'une fracture de l'emploi dans le monde, les déficits les plus importants au niveau du marché du travail étant évidents dans les pays à faible revenu.

La persistance de l'inflation a conduit à une vive tension dans le domaine des politiques monétaires.

Les taux d'inflation dans le monde ont commencé à monter en 2021 et ont bondi de manière importante en 2022, dans tous les groupes de pays classés selon le revenu et conduisant à un durcissement significatif en matière de politique monétaire. Début 2023, 37 pays sur 162, pratiquement tous les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, avaient des taux d'intérêt de leurs banques centrales allant au-delà de 10 pour cent (voir figure A1 et tableau A1 dans l'annexe statistique). Les prévisions faisant état de la poursuite d'une forte inflation devraient entraîner un nouveau resserrement monétaire dans environ la moitié des pays: alors que pratiquement tous les pays à revenu élevé devraient enregistrer un durcissement supplémentaire, cela ne devrait être le cas que pour une minorité des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Les pays doivent réaliser des arbitrages afin de gérer l'inflation attendue, les mouvements au niveau des taux de change, la durabilité de la dette et l'activité économique.

Les taux d'intérêt élevés entraînent des difficultés en matière de durabilité de la dette et de financement de la nouvelle dette, notamment parce que de nombreux pays ont vu leurs ratios dette-PIB beaucoup augmenter pendant la crise du COVID-19. La dépréciation du taux de change dans de nombreux pays en développement a contribué à une inflation plus forte et à des taux d'intérêt plus élevés, tout en alourdissant le fardeau de la dette³. En réalité, la proportion du nombre de pays en surendettement ou à risque élevé de surendettement a doublé pour atteindre 60 pour cent en comparaison avec les niveaux de 2015 (FMI, 2023). Lors d'une crise de la dette, les entreprises et les travailleurs sont profondément touchés. Les taux d'intérêt réels, qui sont décisifs pour l'activité économique, sont restés relativement bas dans les économies avancées. Cependant, la poursuite du durcissement de la politique monétaire, en même temps qu'une diminution de l'inflation, pourrait faire monter les taux

d'intérêt réels attendus et réalisés à des niveaux plus élevés, ce qui aura tôt ou tard des conséquences sur les marchés du travail⁴.

2. Chômage et déficit d'emplois

En 2023, le chômage dans le monde devrait retourner à son niveau d'avant la pandémie

Selon les dernières estimations de l'OIT, le taux de chômage dans le monde devrait baisser de 0,1 point de pourcentage en 2023

(figure 1). Cela signifie une baisse de 1 million du nombre total de personnes sans emploi⁵, ce qui s'explique par la résilience plus forte que prévu du marché du travail dans les pays à revenu élevé face au ralentissement économique⁶. Il existe des signes qui montrent que l'augmentation des taux d'intérêt dans les pays à revenu élevé sera limitée, les banques centrales commençant à donner la priorité aux inquiétudes quant à la santé de l'économie.

Dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, les taux d'intérêt devraient être stables ou être orientés à la baisse. Cependant, un risque non négligeable demeure d'une entrée en récession de l'économie mondiale, créant un danger de ralentissement du marché du travail dans le monde (FMI, 2023).

Les estimations concernant le chômage dans le monde pour les années allant de 2020 à 2022 ont été revues de manière importante en raison de l'existence de nouveaux chiffres⁷.

En conséquence, en 2022, le nombre de chômeurs dans le monde est désormais estimé à 192 millions, alors qu'il était de 205 millions dans le rapport de l'OIT *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*. En 2023, le chômage dans le monde devrait baisser pour atteindre 191 millions, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,3 pour cent. La reprise mondiale au niveau des taux de chômage suite à la crise du COVID-19 a été extrêmement rapide par rapport aux crises précédentes, comme la crise financière mondiale de 2008-09 (figure 1).

3 CNUCED, *Global Trends and Prospects*, Trade and Development Update, avril 2023.

4 Le durcissement de la politique monétaire fait également augmenter le risque d'une instabilité financière qui pourrait avoir un impact majeur sur le marché du travail.

5 Il s'agit là d'une amélioration par rapport aux prévisions précédentes de janvier, lorsque l'estimation faisait état d'une hausse de 3 millions (voir *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*).

6 Voir les figures A1 et A2 dans l'annexe statistique à propos de l'ajustement des estimations de l'OIT publiées dans *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*.

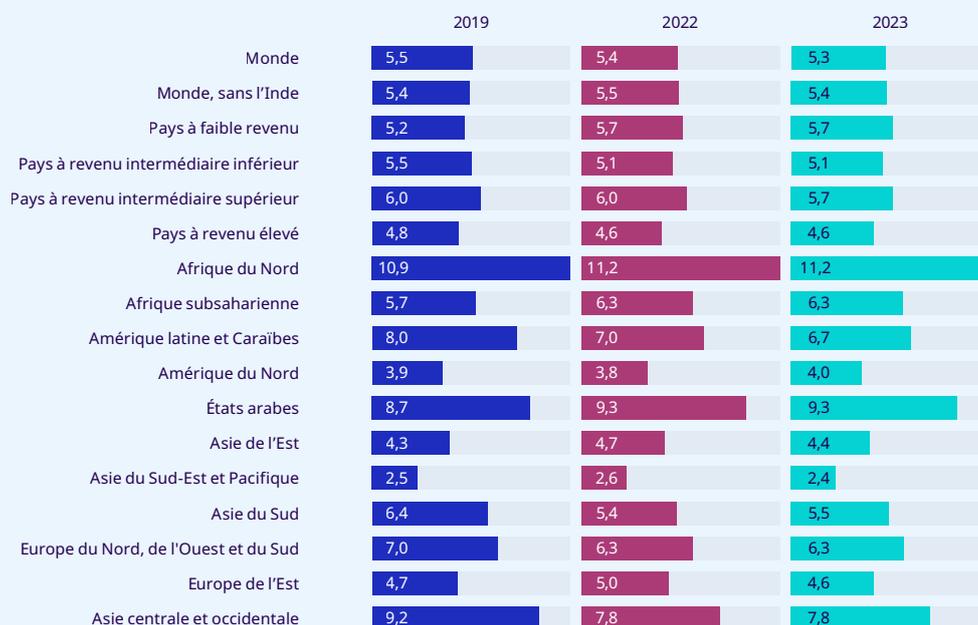
7 Cette révision à la baisse est principalement due à des données sur le chômage nouvellement incorporées dans l'enquête sur la population active indienne, montrant que le taux de chômage indien a baissé fortement en 2021 et 2022, tombant à 4,8 pour cent, soit près de 2 points de pourcentage sous son niveau de 2019 (6,5 pour cent). Cependant, même en excluant l'Inde, le taux de chômage dans le monde devrait revenir à son niveau prépandémie en 2023.

► **Figure 1. Taux de chômage, 2007-2023, dans le monde (en pourcentage)**



Source: Estimations de l'OIT.

Figure 2. Taux de chômage dans le monde et par (sous-)région et groupe de revenu, 2019, 2022 et 2023 (en pourcentage)



Source: Estimations de l'OIT.

Toutefois, en 2023, dans les pays à faible revenu ainsi que dans la région Afrique et celle des États arabes, le chômage ne devrait pas revenir à des niveaux préandémie. En effet, cette photographie mondiale masque une hétérogénéité importante au niveau régional en ce qui concerne la vitesse de la reprise après la crise du COVID-19. En Afrique et dans les États arabes, les taux de chômage en 2023

devraient rester élevés en comparaison à 2019, alors que d'autres régions du monde comme l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud ainsi que l'Asie centrale et occidentale sont parvenues à faire baisser leurs taux nettement au-dessous des niveaux d'avant la crise. Jusqu'ici, les pays à faible revenu n'ont pas réussi à revenir au taux de chômage enregistré en 2019 (figure 2).

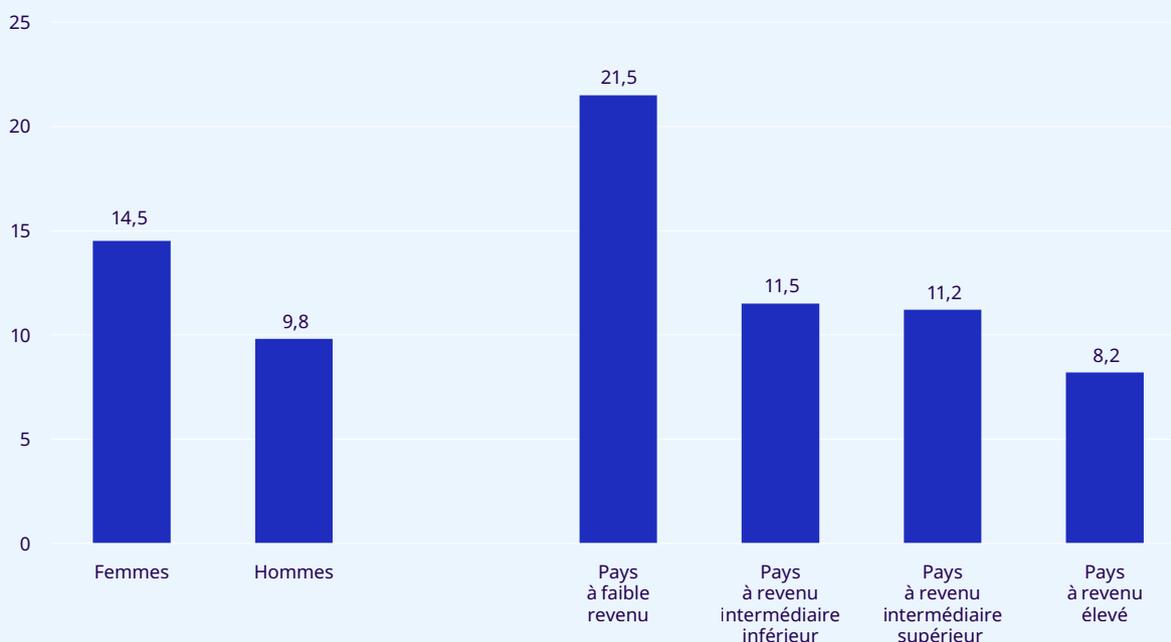
L'indicateur de déficit d'emplois montre des disparités importantes au niveau de l'emploi, notamment dans les pays en développement

Même si les chiffres du chômage fournissent des informations importantes sur la sous-utilisation de la main-d'œuvre, notamment dans les pays en développement, un nouvel indicateur développé par l'OIT, relatif au déficit d'emplois, offre une mesure plus complète de la demande non satisfaite en emplois à travers le monde. En effet, il prend en compte toutes les personnes qui aimeraient travailler mais qui n'ont pas d'emploi. Cet indicateur du déficit d'emplois utilise les données fournies par les enquêtes sur la population active pour incorporer tous les demandeurs d'emploi ou encore les autres personnes qui travailleraient si elles le pouvaient. En tant que tel, cet indicateur constitue un complément utile et aide à fournir une vision plus complète de la sous-utilisation de la main-d'œuvre⁸.

En 2023, le déficit d'emplois dans le monde devrait concerner 453 millions de personnes (ou 11,7 pour cent)⁹, soit plus du double du chiffre du chômage. Ce déficit d'emplois dans le monde de 453 millions comprend à la fois les 191 millions de personnes au chômage et 262 millions de personnes supplémentaires qui veulent travailler, mais qui ne sont pas considérées comme étant au chômage. Ces personnes sans emploi qui ne sont pas considérées comme étant au chômage comprennent, par exemple, celles qui sont découragées dans leurs recherches et celles qui sont actuellement dans l'impossibilité d'occuper un emploi rapidement, comme les personnes qui ont des responsabilités en matière de soins.

Il existe des inégalités au niveau du déficit d'emplois dans le monde. En 2023, les pays à faible revenu font face au taux de déficit d'emplois le plus important, 21,5 pour cent, alors que, dans les pays à revenu intermédiaire, le taux se situe légèrement au-dessus de 11 pour cent. Ce sont les pays à

► **Figure 3. Taux de déficit d'emplois, 2023, par sexe et par groupe de revenu (en pourcentage)**

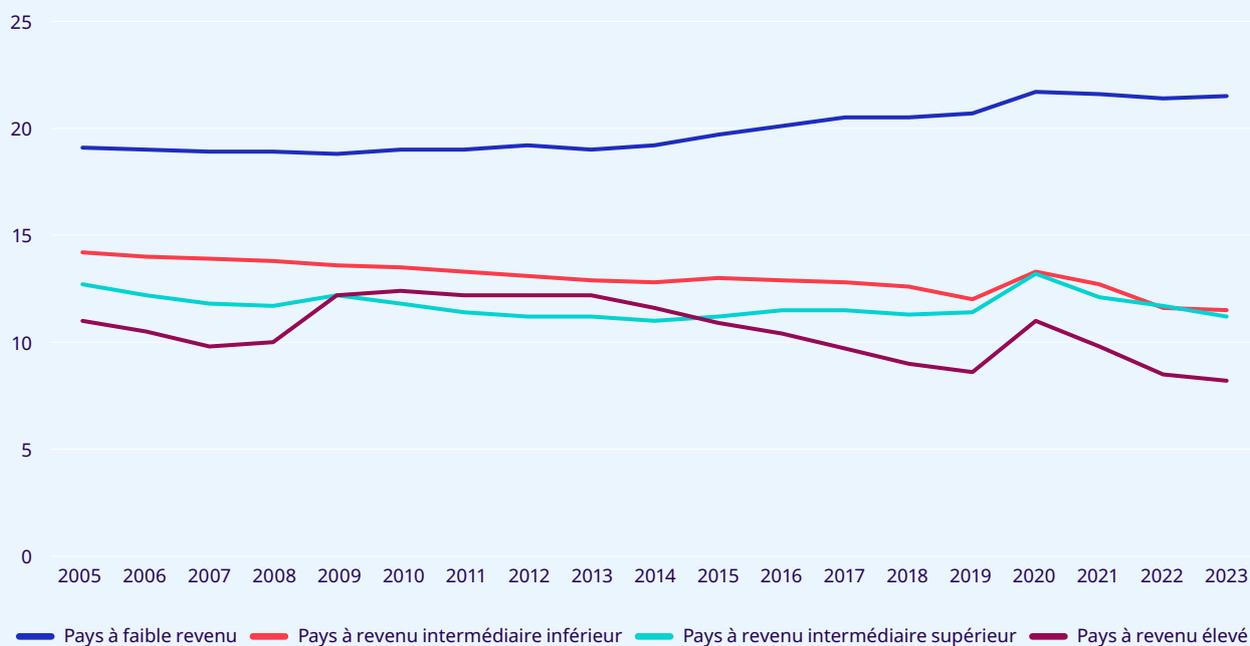


Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT.

8 L'indicateur du déficit d'emplois de l'OIT vient compléter la série d'indicateurs qui existent déjà au sein des estimations modélisées de l'OIT en fournissant une estimation combinée de la main-d'œuvre potentielle au chômage et des non-demandeurs d'emploi disposés à travailler (chaque catégorie est définie dans la [résolution 1 de la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail](#)). Tout comme l'indicateur SU3, l'indicateur du déficit d'emplois va au-delà des personnes au chômage en incluant celles qui sont des demandeurs d'emploi indisponibles et des non-demandeurs d'emploi disponibles mais, contrairement à l'indicateur SU3, il inclut les personnes qui ne se retrouvent dans aucune des catégories précédentes mais veulent travailler. Voir le rapport [Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023](#) pour plus d'informations sur cet indicateur et son caractère différent par rapport au chômage.

9 Le numérateur de ce taux comprend toutes les personnes sans emploi et souhaitant en obtenir un, alors que le dénominateur comprend toutes les personnes qui sont sans emploi et souhaitant en obtenir un, auquel s'ajoute l'emploi total.

► **Figure 4. Taux de déficit d'emplois, par groupe de revenu, 2005-2023 (en pourcentage)**



Source: Base de données ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT.

revenu élevé qui enregistrent les taux les plus bas, 8,2 pour cent (figure 3). De manière générale, même si quelques pays seulement, essentiellement des pays à revenu élevé, ont de faibles taux de déficit d'emplois, le reste du monde continue de faire face à des déficits persistants dans ce domaine. Ces derniers sont particulièrement graves pour les femmes, qui subissent un taux de déficit d'emplois de 14,5 pour cent, comparé à 9,8 pour cent pour les hommes. Ce sont les pays à faible revenu qui enregistrent la plus grande disparité entre les genres en ce qui concerne les déficits d'emplois, les femmes ayant un taux de déficit d'emplois de 9 points de pourcentage plus élevés que celui des hommes.

Même si le taux de déficit d'emplois dans le monde devrait baisser en 2023 de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 11,7 pour cent, il existe des variations considérables entre les groupes de pays classés selon le revenu (figure 4). Les pays à faible revenu devraient connaître peu d'évolution en 2023; il s'agit du seul groupe de revenu qui a vu une hausse à long terme du taux de déficit d'emplois, passant de 19,1 pour cent en 2005 à 21,5 pour cent en 2023. La persistance du déficit d'emplois dans les pays les plus pauvres reflète le fait que, pour des raisons diverses, il n'y a pas assez de nouvelles offres d'emploi pour des

populations jeunes et en pleine croissance. Les pays à revenu intermédiaire inférieur devraient n'enregistrer quasiment aucun changement en 2023, mais ont subi une baisse considérable sur le long terme. Les pays à revenu intermédiaire supérieur devraient enregistrer la baisse la plus forte (0,5 point de pourcentage) en 2023. Les pays à revenu élevé ont connu l'amélioration à long terme la plus importante du taux de déficit d'emplois avec une baisse de 4 points de pourcentage depuis le contrecoup de la crise financière mondiale de 2008-09 et une baisse de 0,3 point de pourcentage pour la seule année 2023.

Ce sont les pays surendettés qui doivent affronter les difficultés les plus importantes sur le marché du travail, alors qu'ils disposent d'une marge de manœuvre beaucoup plus limitée, ce qui va entraver un peu plus les réponses politiques face aux crises en cours et à de nouvelles secousses. Dans les pays à faible revenu qui sont classés comme étant surendettés¹⁰, le déficit d'emplois est nettement plus élevé; il devrait atteindre 25,7 pour cent en 2023, par rapport à 11 pour cent dans les pays en développement, qui ont un faible risque de surendettement (figure 5). Dans ces pays surendettés, le taux de déficit d'emplois chez les femmes devrait atteindre près de 31 pour cent en 2023, reflétant

10 Concernant ce classement, voir FMI, [Debt Sustainability Analysis – Low-Income Countries](#) (analyse de la viabilité de la dette, pays à faible revenu).

► **Figure 5. Taux de déficit d'emplois dans les pays en développement, 2023, par risque de surendettement des pays (en pourcentage)**



Note: La liste des pays développés (essentiellement des pays à faible revenu) couverts par cet échantillon (au 28 février 2023) est disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>, à l'exception de la Dominique, des États fédérés de Micronésie, de la Grenade, de Kiribati, des Îles Marshall et de Tuvalu, qui ne sont pas disponibles dans l'estimation modélisée du taux de déficit des emplois.

Sources: Taux de déficit d'emplois (pourcentage) – Base de données ILOSTAT, estimations modélisées du BIT; risque de surendettement du pays – [IMF Debt Sustainability Analysis – Low-Income Countries](#) (analyse du FMI de la viabilité de la dette, pays à faible revenu).

une disparité entre les genres qui est évidente dans tous les pays, comme nous l'avons déjà relevé. La corrélation entre le surendettement et le taux de déficit d'emplois montre l'importance cruciale du

soutien financier international à destination des pays en surendettement afin de promouvoir la reprise à la fois de l'économie et de l'emploi.

Encadré 1. Les facettes aggravées de la polycrise

Alors que le risque de polycrise est mondial de par sa nature et sa portée, les pays en développement doivent affronter des crises encore plus complexes et qui se succèdent, liées à des difficultés plus larges au niveau mondial, aggravant encore les conséquences sur le marché du travail. Cela va des catastrophes naturelles et des conflits aux soubresauts économiques et politiques au niveau national, qui surviennent en plus des effets de la pandémie de COVID-19 et de la crise du coût de la vie, ainsi que des conséquences du changement climatique. Il existe une diversité considérable dans les conséquences qui s'accumulent du fait de ces crises multiples, notamment les effets des soubresauts économiques

(Sri Lanka) et les catastrophes naturelles (Türkiye et République arabe syrienne). En plus de précipiter la flambée de l'inflation et les perturbations au sein des chaînes d'approvisionnement qui ont commencé en 2022, la guerre en Ukraine continue de toucher son propre marché du travail (ainsi que les pays voisins à travers des flots de réfugiés).

Crise économique au Sri Lanka. En plus de déséquilibres macroéconomiques qui existent depuis longtemps et de faiblesses structurelles, le Sri Lanka a été frappé par une série de crises, avec d'abord les attentats de Pâques en 2019, suivis par la pandémie de COVID-19 qui a touché de plein fouet l'économie

Encadré 1 (suite)

et le marché du travail, notamment le secteur du tourisme. Comme on a pu l'observer dans d'autres pays en développement, les femmes, les jeunes et les MPME, en particulier celles opérant dans le secteur informel, ont été fortement atteints par les mesures de confinement¹¹. La production avait déjà été réduite en 2019 avant de chuter de 4,6 pour cent en 2020 pendant les confinements liés au COVID-19, puis de connaître une reprise partielle en 2021 (croissance de 3,5 pour cent)¹². Les effets indirects du conflit en Ukraine ont contrecarré la reprise qui venait de voir le jour et ont précipité l'économie sri-lankaise dans une crise totale de la balance des paiements et, en conséquence, ont abouti à un défaut de paiement en avril 2022. La production a chuté de 7,8 pour cent en 2022 (-12,4 pour cent au quatrième trimestre 2022), alors que le pays devait faire face à des pénuries très importantes de fuel et dans d'autres domaines. L'an dernier, l'inflation a atteint plus de 46 pour cent, ce qui a mis à mal les revenus réels et les moyens de subsistance.

Après la signature d'un programme de soutien du FMI en mars 2023, une certaine stabilisation a eu lieu, même si l'économie devrait tout de même se contracter de 3,0 pour cent cette année¹³. Une récente enquête de l'OIT indique qu'un nombre important de MPME ont été contraintes de fermer leurs portes, les entreprises qui ont survécu ayant procédé à de fortes réductions d'emplois, des heures de travail et, dans certains cas, à des baisses de salaires¹⁴. Autre source d'inquiétude importante: les conséquences pour les femmes sur le marché du travail sri-lankais. Alors qu'il partait déjà d'un niveau bas, le taux d'activité des femmes a chuté de 34,5 pour cent en 2019 à 32,1 pour cent en 2022. En raison du lent processus de restructuration de la dette, de la stabilisation macroéconomique et des effets des réformes, la reprise sera lente, impliquant que les effets négatifs sur le marché du travail sri-lankais perdurent avec un certain décalage, comme cela s'est produit à la suite des crises économiques et financières précédentes.

Les conséquences sur le marché du travail en Türkiye et en République arabe syrienne après une catastrophe naturelle dévastatrice. Le 6 février 2023, les provinces du sud-est de la Türkiye

ont été touchées par plusieurs tremblements de terre qui ont tué environ 50 000 personnes et ont fait environ 107 000 blessés¹⁵. Près de 4 millions de travailleurs vivaient dans la région touchée, employés en grande partie dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et dans d'autres secteurs, essentiellement à faible valeur ajoutée. En raison des dégâts sur les bâtiments et les infrastructures, cette catastrophe naturelle de grande ampleur a eu un effet immédiat sur l'économie et sur le marché du travail. En raison de la perte d'environ 220 000 lieux de travail, l'OIT estime que le tremblement de terre a occasionné une baisse de 16 pour cent du nombre d'heures travaillées, ce qui équivaut à plus de 657 000 emplois à plein temps. Toujours selon l'OIT, en tout, le séisme a réduit le revenu du travail net en Türkiye de plus de 2 859 millions de livres turques par mois (environ 150 millions de dollars É.-U.).

En République arabe syrienne, pays dans lequel douze années de guerre civile avaient déjà eu d'énormes répercussions sur l'économie et le marché du travail, une récente évaluation de l'OIT montre qu'environ 170 000 travailleurs ont perdu leur emploi en raison des tremblements de terre qui ont eu lieu en février¹⁶. Les séismes ont touché directement environ 154 000 foyers et plus de 725 000 personnes. Environ 35 000 MPME ont aussi été affectées. Ce «désemploi» temporaire a conduit à des pertes totales en revenu du travail équivalentes à au moins 5,7 millions de dollars É.-U. par mois. Les cinq régions les plus touchées abritaient environ 42,4 pour cent de la population totale du pays, y compris environ 7,1 millions de personnes en âge de travailler, parmi lesquelles 2,7 millions avaient un emploi (formel ou informel); 22,8 pour cent d'entre elles étaient des femmes.

Cependant, contrairement aux effets persistants d'une crise économique, la reprise à la suite d'un tremblement de terre peut être accélérée à partir du moment où des ressources suffisantes sont mobilisées et que des investissements sont faits pour soutenir les efforts en matière de reconstruction, ce qui fera augmenter la demande dans le domaine de la construction et pour les travailleurs exerçant leur activité dans ce secteur.

11 R. Gunatilaka et S. Chandrasiri, [The Labour Market Implications of the Sri Lanka's Multiple Crises](#), Colombo, OIT, 2022.

12 Gouvernement du Sri Lanka, [Department of Census and Statistics](#).

13 Voir FMI, [Sri Lanka: Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Sri Lanka](#), 2023.

14 OIT, «The Impact of the Economic Crisis in Sri Lanka on MSMEs and Jobs» (à paraître).

15 Pour obtenir des informations complémentaires, voir OIT, «The Effects of the February 2023 Earthquake on the Labour Market in Türkiye», OIT, Ankara, 2023.

16 OIT, «Impact of the February 2023 Earthquakes on Employment and the Labour Market in Syria», Beyrouth, OIT, 2023.

Encadré 1 (suite)

L'Ukraine en guerre. Au-delà des coûts humanitaires de l'agression contre l'Ukraine, ses conséquences sur les conditions économiques et sur le marché du travail dans le pays sont sévères^{17, 18}. Les dégâts causés aux infrastructures et aux entreprises et la réduction considérable de la main-d'œuvre ont énormément réduit les capacités du pays en matière de production. L'économie au sens large a souffert d'une baisse très importante, l'estimation de la chute du produit intérieur brut (PIB) en rythme annuel étant de 35 pour cent au dernier trimestre 2022¹⁹. Même si les mesures prises par la Banque nationale de l'Ukraine et le soutien budgétaire fourni par les donateurs ont aidé à stabiliser l'inflation sous-jacente, cette dernière a tout de même bondi à 22,6 pour cent en 2022. Selon l'OIT²⁰, les pertes d'emplois en Ukraine ont été d'une extrême importance. Dans la dixième édition de l'Observatoire de l'OIT sur le monde du travail²¹, on estimait que l'emploi avait reculé de 15,5 pour cent en 2022, ce qui équivaut à 2,4 millions d'emplois perdus. Les prévisions de l'OIT sur l'emploi basées sur les

dernières tendances macroéconomiques suggèrent une activité stagnante en 2023, la poursuite des hostilités continuant à limiter sévèrement le potentiel de l'économie ukrainienne et de son marché du travail. En se basant sur l'hypothèse selon laquelle la situation militaire restera sensiblement la même qu'aujourd'hui pendant toute l'année, l'OIT estime le taux de croissance de l'emploi à seulement 0,5 pour cent en 2023, ce qui correspond à une augmentation de seulement 70 000 emplois.

Les perspectives au niveau du marché du travail en Ukraine restent très incertaines, même en l'absence de changements significatifs dans l'évolution du conflit. En plus des effets sur l'emploi, l'OIT estime qu'environ 1,7 million de réfugiés, pour la plupart des femmes, avaient un emploi en Ukraine avant de fuir le pays (essentiellement vers l'Europe de l'Ouest). Ces réfugiés, qui avaient un emploi auparavant, représentaient 11 pour cent de la main-d'œuvre totale du pays avant le conflit.

17 Pour obtenir des indications sur la récente détérioration des conditions économiques, voir la revue mensuelle macroéconomique et monétaire de janvier 2023 publiée par la Banque nationale de l'Ukraine.

18 OIT, «[Rapport sur l'évolution de la situation au regard de la Résolution concernant l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine du point de vue du mandat de l'Organisation internationale du Travail](#)», document du Conseil d'administration, 2023, Genève, BIT.

19 Banque nationale de l'Ukraine, «Speech by NBU Governor Andriy Pyshnyy at Press Briefing on Monetary Policy Decisions» (discours du gouverneur de la BNU, Andriy Pyshnyy, lors d'un point de presse consacré aux décisions en matière de politique monétaire), 26 janvier 2023.

20 En raison de la rareté des chiffres, les effets sur le monde du travail peuvent seulement être estimés de façon imprécise et sont soumis à un fort niveau d'incertitude.

21 OIT, «[Observatoire de l'OIT sur le monde du travail. Dixième édition](#)», 31 octobre 2022. L'intervalle de prévision à un niveau de confiance de 95 pour cent correspond à une baisse de l'emploi de 8,2 à 22,7 pour cent.

► Partie 2. La protection sociale: catalyseur du développement durable inclusif et de l'emploi décent

Dans les pays en développement, les lacunes politiques aggravent les conséquences des crises multiples. La protection sociale constitue l'un des domaines essentiels qui est freiné par la situation économique générale, par l'espace budgétaire limité et par le manque d'investissement qui en découle. En même temps, il existe des preuves tangibles montrant qu'investir dans la protection sociale aurait des retombées plus larges aux niveaux économique, social et en matière d'emploi.

Les progrès dans l'amélioration de l'accès à la protection sociale sont lents. Dix ans ont passé depuis l'adoption de la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012. Cependant, encore plus de la moitié de la population mondiale ne dispose d'aucun accès à la protection sociale sous aucune forme. Ainsi, même si les pensions de vieillesse constituent la forme de protection sociale la plus courante (77,5 pour cent des personnes âgées sont couvertes), il existe toujours des écarts importants en matière de couverture. Alors que, dans les pays à revenu élevé, 97,5 pour cent des personnes âgées reçoivent une pension, c'est seulement le cas respectivement de 38,6 pour cent et de 23,2 pour cent des personnes âgées²² dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et dans les pays à faible revenu²³.

Les avantages des pensions de vieillesse vont bien au-delà de la simple satisfaction des besoins immédiats des personnes âgées. Même si la faible couverture en matière de pension est un signe inquiétant du sous-investissement dans la protection sociale, cela offre aussi l'occasion de favoriser le développement durable et la justice sociale. En effet, les pensions donnent aux personnes âgées une sécurité en matière de revenus, les protègent du dénuement matériel et de l'exclusion sociale et elles peuvent bénéficier à d'autres membres du foyer. Toutefois, les effets bénéfiques des pensions vont au-delà des transferts directs de revenus. La perspective de recevoir une pension lorsque l'on est âgé fait évoluer l'attitude des personnes plus jeunes sur le marché du travail et au-delà (encadré 2), en améliorant la croissance économique et en réduisant les inégalités de revenus. Cela se produit – à condition que les engagements envers les pensions soient crédibles – y compris dans les pays où les personnes âgées ne représentent qu'une petite partie de la population, et donc là où il est relativement facile de parvenir à une couverture universelle. Cet effet amplificateur fait des pensions de vieillesse un levier politique efficace dans les pays en développement.

Encadré 2. Les pensions de vieillesse en tant que catalyseurs de la croissance et de la justice sociale

Il existe des preuves qui montrent que la mise en œuvre d'un socle de protection sociale pour les personnes âgées peut contribuer à stimuler la croissance économique, essentiellement en accélérant la transition démographique et en réduisant la dépendance des pays à l'agriculture. Plusieurs études réalisées dans différents pays ont montré que les pensions de vieillesse avaient conduit à une diminution de la taille désirée des familles et, en conséquence, des taux de fécondité²⁴. Sans un revenu garanti à la retraite, les gens ont tendance à avoir davantage d'enfants dans l'espoir qu'ils les aident lorsqu'ils seront âgés. Un régime de retraite réduit cette nécessité et fait donc baisser la taille désirée des familles.

Dans les pays où le taux de fécondité est élevé, la transition vers un niveau plus bas de fécondité conduit à une augmentation du rapport entre la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) et celle de la population dépendante en raison de son âge (entre 0 et 14 ans et 65 ans et plus), ce qui peut avoir des effets positifs persistants sur la croissance économique, auxquels on se réfère souvent en employant l'expression «dividende démographique». Une fécondité en baisse a pour conséquence dans un premier temps qu'une proportion plus importante de personnes en âge de travailler peuvent être impliquées dans des activités productives. Cet effet a été largement reconnu dans la littérature

22 La recommandation n° 202 ne définit pas explicitement de limite d'âge pour être éligible à une pension de vieillesse. Les pays peuvent adopter une limite d'âge selon le contexte national. Pour les prévisions à propos du coût et en matière de démographie, cette partie utilise 65 ans comme limite.

23 OIT, *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022: la protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur*, 2021.

24 Rossi et Godard (2022) fournissent des preuves convaincantes en Namibie, Shen, Zheng et Yang (2020) en Chine, Danzer et Zysca (2020) au Brésil, et Fenge et Scheubel (2014) au XIX^e siècle, en Allemagne.

Encadré 2 (suite)

économique²⁵. En utilisant un modèle de restriction à court terme, l'effet se confirme: on estime qu'une baisse de la fécondité de 1 pour cent conduit à une croissance supplémentaire d'environ 0,6 pour cent du PIB par habitant au bout de vingt ans. Ce procédé est particulièrement pertinent dans les régions où le taux de fécondité moyen reste relativement élevé.

Une deuxième façon d'aboutir à ce que les pensions entraînent une croissance économique soutenue concerne leur impact sur le bon fonctionnement du marché du travail. L'expérience de la Chine et de la Namibie prouve qu'une extension de la couverture des pensions de vieillesse peut conduire à une baisse du travail agricole et accroître les activités non agricoles chez les adultes n'ayant pas atteint l'âge minimum pour être éligible à une pension²⁶. Alors que l'emploi agricole constitue une source très importante d'emplois dans les régions en développement, il est associé de manière disproportionnée dans les pays à faible revenu à la production vivrière et à la contribution à l'entreprise familiale²⁷. Les retraites de base peuvent faciliter la transition entre ces formes vulnérables d'emploi et des emplois bénéficiant de meilleures conditions de travail et d'une productivité plus importante. Cette évolution peut être rendue possible par une mise en commun des revenus lorsque les familles élargies (ce qui est très courant dans les pays en développement) utilisent les pensions de vieillesse pour régler les

problèmes de liquidité ou de crédit, réduisant les obstacles afin que les travailleurs de subsistance ou ceux qui travaillent au sein de la famille sans être rémunérés puissent accéder à de meilleurs emplois dans d'autres secteurs. Il existe un mécanisme complémentaire qui permet de prendre des risques. En effet, si quitter un travail de subsistance peut être généralement rentable, cela n'en reste pas moins risqué. Disposer d'un revenu garanti à la retraite permet donc aux personnes d'être mieux armées pour courir ce risque. Enfin, le fait d'avoir des familles plus petites et des besoins moins importants en matière de garde des enfants peut faciliter la transition, car cela est plus compatible avec un travail de subsistance.

Cette évolution, qui s'éloigne d'une économie reposant largement sur l'agriculture de subsistance, est essentielle pour augmenter la productivité du travail. L'emploi vulnérable dans l'agriculture a pour conséquence de profondes différences dans la production par ouvrier entre ce secteur et le reste de l'économie. De plus, [Gollin, Lagakos et Waugh \(2014\)](#) estiment que de grandes variations dans la productivité du travail selon les secteurs subsistent si l'on prend en compte l'éducation, l'alphabétisation et d'autres facteurs potentiels. Cela suggère que la réaffectation des travailleurs dans différents secteurs peut donner un coup de fouet à la croissance économique²⁸.

Les nouvelles estimations de l'OIT confirment l'effet transformateur des pensions de vieillesse.

Selon l'OIT, l'extension des pensions de vieillesse a entraîné une diminution de la taille des familles dans les pays qui avaient initialement des taux de fécondité élevés ainsi que l'extension de la part de l'emploi non agricole et l'augmentation du PIB par habitant (figure 6) (voir l'encadré 2 pour les explications). Les effets sont significatifs pour toutes les variables, quoiqu'une incertitude conséquente demeure²⁹.

Il est à noter que cette estimation prend en compte la possibilité d'une causalité inverse (par exemple si un pays s'est enrichi, il peut se permettre de disposer d'un meilleur système de protection sociale)³⁰.

Les effets positifs d'une couverture universelle des pensions de vieillesse dans les pays en développement seraient vastes et durables. En combinant les preuves historiques avec les données de couverture en matière de protection sociale (indicateur ODD 1.3.1), les conclusions de la simulation montrent

25 Voir, par exemple, [Ayiar et Mody \(2011\)](#), [Bloom, Canning et Sevilla \(2003\)](#), [Headey et Hodge \(2009\)](#).

26 [Huang et Zhang \(2021\)](#) et les estimations de l'OIT basées sur la méthodologie de [Rossi et Godard \(2022\)](#).

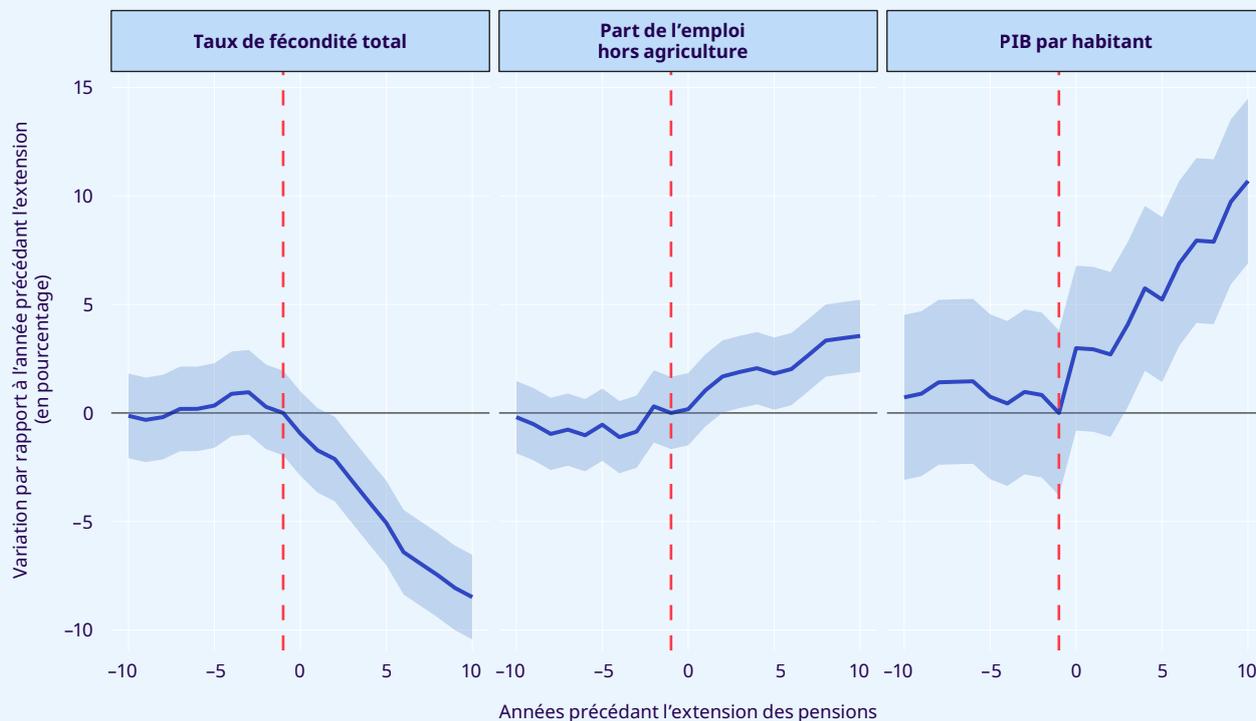
27 Voir Marie-Claire Sodergren et Mabelin Villareal-Fuentes, [Quick Guide to Understanding the Impact of the New Statistical Standards on ILOSTAT Databases](#) (Genève, BIT, 2022) pour les éléments de preuve concernant le travail de subsistance. La part de travailleurs contribuant à l'entreprise familiale est près de 5 fois plus importante dans l'emploi agricole que dans l'emploi non agricole (moyenne non pondérée sur 128 pays, dans la dernière année; source: base de données ILOSTAT).

28 En cohérence avec cette hypothèse, [Bustos, Caprettini et Ponticelli \(2016\)](#) estiment qu'au Brésil, après un choc technologique qui a permis de gagner du temps dans l'agriculture, le travail dans les activités de production a fortement augmenté sur une décennie, alors que les salaires moyens dans l'industrie ont connu des baisses modérées (avec une magnitude plus faible que celle des évolutions dans l'emploi).

29 Voir [Funke, Schularick et Trebesch \(2022\)](#) et l'annexe pour plus d'informations et pour plusieurs tests de robustesse.

30 Nous utilisons un ensemble de données concernant l'extension des pensions de vieillesse de base (pensions sociales) afin d'identifier les tendances avant et après l'extension. Cet ensemble provient de la base de données des pensions fournie par PensionWatch. Pour chaque pays de notre échantillon dans lequel une extension a eu lieu qui a permis d'accroître la couverture des pensions, nous construisons un scénario hypothétique en combinant des données venant de pays similaires au pays en question avant l'élargissement.

► **Figure 6. Effets moyens des extensions historiques des pensions sociales, pays pour lesquels des données sont disponibles**



Note: La figure montre l'effet moyen d'une extension de la couverture des pensions. La ligne pointillée rouge indique l'année précédant l'extension de la couverture des pensions. Pour plus de détails sur les estimations, voir l'annexe technique 3.

Source: Estimations de l'OIT.

les effets bénéfiques importants d'une introduction des pensions de vieillesse dans les pays en développement^{31, 32}. Dans ces pays, le PIB par habitant serait 14,8 pour cent plus élevé en l'espace de dix ans, si l'on fait la comparaison avec un scénario dans lequel les taux de couverture actuels resteraient inchangés. Au-delà d'une décennie, les effets seraient durables. Après vingt ans, la contribution démographique du PIB par habitant augmenterait de 3 points de pourcentage supplémentaires³³. La population totale des pays en développement culminerait alors en 2072, plus de trente ans plus tôt qu'en l'absence d'extension des pensions. Cela toucherait fortement à la structure démographique: le rapport entre la population dépendante en raison de son âge (de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus) et la population en âge de travailler (entre 15 et 64 ans) serait de 5,3 points de pourcentage inférieur en 2072 – permettant d'avoir le vent en poupe pendant plus de six décennies³⁴.

L'augmentation de la prospérité serait partagée de manière plus égale avec une baisse substantielle de la pauvreté et des inégalités en matière de revenu. Ces conclusions incluent les effets directs déjà documentés³⁵, y compris via le partage des revenus tirés des pensions à l'intérieur du foyer, sur la pauvreté et sur les inégalités ainsi que les effets indirects entraînés par la croissance économique, la baisse de la fécondité et la hausse du travail non agricole. La couverture universelle des pensions de vieillesse dans les régions en développement entraînerait une baisse de 6 points de pourcentage de la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 2,15 dollars É.-U. PPA. Il s'agit là d'une baisse drastique par rapport au taux actuel de 15,5 pour cent. De plus, l'ensemble de la répartition des revenus irait vers une plus grande égalité. Les 40 pour cent se situant au plus bas de la répartition des revenus verraient leur part augmenter de 2,5 points de pourcentage par rapport

31 La simulation part du principe que toutes les personnes âgées qui sont identifiées comme n'étant pas couvertes par l'ODD 1.3.1 sont alors couvertes par une pension de vieillesse.

32 Par pays en développement, on entend les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire inférieur.

33 En utilisant le PIB avant la mise en œuvre de l'élargissement de la base.

34 Alors que le ratio de dépendance devrait tôt ou tard être plus important que le scénario de non-élargissement, en 2087 les pays en développement seraient dans une situation économique vraiment meilleure et seraient donc mieux armés pour affronter les défis liés au vieillissement de la population.

35 Voir, par exemple, [Case et Deaton \(1998\)](#), Cattaneo et Razavi, *Inequality and Social Protection* (à paraître), ou [Huang et Zhang \(2021\)](#).

aux 15,3 pour cent actuels. Cette augmentation relative du revenu se ferait au détriment des 10 pour cent représentant les revenus les plus élevés, alors que la part du revenu au milieu de la répartition resterait globalement inchangée³⁶.

Il existe aussi des effets considérables sur l'égalité entre les genres. L'extension des pensions entraînerait une baisse estimée de 3,6 points de pourcentage du déficit dû au genre en matière de revenu du travail, ce qui équivaut à l'ensemble des progrès accomplis dans les quinze dernières années. Cela devrait se produire en raison d'une réduction de l'incidence de l'emploi vulnérable et du travail de garde des enfants non rémunéré, qui touchent tous les deux les femmes de manière disproportionnée³⁷. Les effets vont au-delà du marché du travail. Ainsi, nous avons remarqué que les effets induits de l'extension des pensions étaient susceptibles d'avoir un impact positif sur la santé et l'éducation des femmes³⁸.

Les moyens financiers nécessaires sont importants mais ne sont pas insurmontables. Dans le contexte actuel de limitation de l'espace budgétaire, la mise en œuvre d'un socle de protection sociale pour les personnes âgées peut apparaître comme une tâche colossale. Le défi que constitue le financement de la protection sociale ne doit pas être sous-estimé, mais ce n'est pas irréalisable. Dans les pays en développement, le coût annuel du versement d'une pension de vieillesse de base au niveau des seuils

de pauvreté nationaux équivaut à 1,6 pour cent du PIB (respectivement 2,3 pour cent et 1,5 pour cent du PIB pour les pays à faible revenu et pour les pays à revenu intermédiaire inférieur)³⁹. Pour l'Afrique subsaharienne, le coût serait de 23,3 milliards de dollars É.-U., soit 1,4 pour cent du PIB et environ 12,5 pour cent de l'aide officielle globale annuelle au développement⁴⁰.

En ces temps de crises multiples, ces nouveaux indices plaident en faveur d'un investissement au niveau national et d'un soutien financier mondial en faveur de systèmes universels de protection sociale. Un socle de protection sociale pour les personnes âgées permettrait de promouvoir la croissance économique et, en même temps, de réduire les inégalités économiques et d'améliorer l'égalité entre les genres. Cet ensemble fait potentiellement des pensions de vieillesse de base un formidable levier politique en faveur du développement durable et de la justice sociale et, de plus, il est soutenu par un fort consensus au niveau international sur les socles de protection sociale. L'accès universel à d'autres éléments d'un socle de protection sociale défini au niveau national, comme les prestations familiales⁴¹, les allocations de maternité ainsi que l'accès aux services de santé essentiels⁴², ont également un caractère vital afin d'amplifier encore les avantages de la protection sociale en faveur du développement social et économique.

36 Les effets estimés pour la part du revenu des 10 pour cent les plus riches présentent une certaine incertitude. Alors que l'effet direct sur les 40 pour cent qui se situent au plus bas est important au niveau de 5 pour cent, celui concernant l'échelle supérieure de la répartition ne l'est pas. Les effets décrits concernent le revenu relatif; compte tenu de l'expansion de l'activité économique, chacun des groupes pourrait voir leur revenu absolu augmenter. Les estimations distributives ne prennent pas en compte de modèle particulier pour le financement des pensions, ce qui dépendra de chaque extension spécifique de la pension de base. Les données concernant le revenu font référence au revenu disponible, y compris les transferts et en soustrayant les impôts et les contributions.

37 Le travail au sein de la famille dans le secteur agricole touche les femmes de manière disproportionnée. De même, la présence d'enfants dans un ménage est associée avec une participation inférieure des femmes sur le marché du travail, voir OIT 2022: [Spotlight on Work Statistics No. 12](#).

38 Voir l'annexe pour obtenir des informations supplémentaires.

39 Source: OIT, «Financing Gaps in Social Protection: Global Estimates and Strategies for Developing Countries in Light of the COVID-19 Crisis and Beyond», document de travail, Département de la protection sociale, Genève, BIT, 2020.

40 La différence entre la hausse prévue du PIB par habitant et l'estimation des coûts d'une pension de vieillesse universelle de base montre que l'extension des pensions dans les pays en développement constitue un outil prometteur en matière de politique. Toutefois, la différence ne doit pas être interprétée comme une analyse coût-bénéfice. Les effets des pensions de vieillesse de base s'articulent autour d'un engagement crédible afin de financer les futures pensions. En conséquence, l'estimation des bénéfices nets justifie la poursuite d'un examen attentif.

41 OIT et UNICEF, [Plus d'un milliard de raisons: le besoin urgent de mettre en place une protection sociale universelle pour les enfants](#), Genève, BIT, et New York, UNICEF.

42 OIT, «[Social Protection Spotlight – Towards Universal Health Coverage: Social Health Protection Principles](#)», note d'information, 2020.

► **Partie 3. Des politiques et un soutien financier pour améliorer la résilience et réparer la fracture de l'emploi dans le monde**

Les difficultés actuelles exigent des mesures politiques fermes

Même si les économies situées dans différentes régions du monde doivent affronter plusieurs types de difficultés, les perspectives globales sur le marché du travail demeurent tout à fait incertaines. Afin de stabiliser et de renforcer le marché du travail, des mesures politiques soutenues sont nécessaires car, sinon, les multiples difficultés actuelles auront des conséquences négatives sur la croissance, la résilience et le développement.

La promotion de la justice sociale doit aider à combattre les divergences croissantes sur le marché du travail

Alors que certains pays (notamment les pays à revenu élevé) se sont remis, en grande partie, de la crise du COVID-19, en faisant preuve de résilience face à de nouveaux défis comme une forte inflation et des coûts élevés de l'énergie, de nombreux pays en développement n'ont pas encore franchi cette étape, certaines des économies les plus pauvres devant faire face à un impact très négatif en raison des soubresauts et des crises multiples. Cette situation de polycrise risque de créer de nouveaux écarts entre les pays à revenu élevé et les pays en développement, notamment les économies à faible revenu. Les niveaux élevés de la dette et un espace budgétaire restreint ajoutent encore à toutes ces difficultés, réduisant considérablement la fenêtre permettant la prise de mesures politiques dans de nombreux pays en développement. Des mesures sont nécessaires pour surmonter ces contraintes afin que les pays en développement puissent promouvoir une reprise riche en emplois et atteindre l'objectif de justice sociale.

Une solidarité internationale pour aller vers la reprise

Les pays en développement, notamment ceux confrontés à un espace budgétaire très limité, ont un besoin urgent de soutien au niveau international et d'une coordination multilatérale pour s'attaquer aux déficits persistants en matière d'emploi et aux inégalités grandissantes. La réforme de l'architecture financière internationale doit œuvrer

à la restructuration de la dette et à son allègement, tout en venant en aide au financement des ODD, notamment en s'attaquant à la crise du climat et en créant des emplois décents et productifs grâce à une transition juste.

Des politiques proactives en matière d'emploi doivent porter leurs fruits à la fois à court terme et à long terme

Les pays doivent s'assurer que les efforts en faveur de la reprise et, dans le cas des pays touchés par des conflits et par des crises, que la reconstruction encouragent la croissance de l'emploi et soutiennent les transformations structurelles à long terme. Les décideurs devront garder un équilibre entre le recours aux politiques macroéconomiques visant à dompter l'inflation (notamment compte tenu de l'importance des facteurs liés à l'offre pour alimenter la hausse des prix) et la gestion de la dette avec comme objectif de protéger et de promouvoir les emplois décents. Compte tenu du caractère central de l'emploi pour aboutir à une reprise inclusive durable, les évaluations en cours du marché du travail sont essentielles non seulement afin d'identifier l'impact des crises multiples actuelles, mais aussi pour jauger des effets des ajustements des politiques macroéconomiques. Une approche plus favorable à l'emploi au niveau des politiques macroéconomiques doit prendre en considération non seulement les seuls chiffres du chômage, mais également des indicateurs plus larges, comme le nouvel indicateur de l'OIT du déficit d'emplois, ainsi que d'autres mettant en évidence la qualité de l'emploi.

La protection sociale en tant que catalyseur de justice sociale: l'impact des pensions de vieillesse de base

La protection sociale demeure essentielle pour surmonter les difficultés à court terme ainsi que les problèmes causés par des processus de transformation structurelle, notamment la transition juste vers des économies et des sociétés durables au niveau environnemental. L'investissement humain à travers la protection sociale s'avérera payant à long terme. Par exemple, c'est le cas des pensions, qui ont des effets positifs multiples à la fois sur la croissance

et sur la justice sociale, en particulier dans les pays en développement. En conjonction avec des investissements qui soutiennent la création d'emplois productifs et décents, investir dans des systèmes universels de protection sociale, notamment des socles, permettra d'accélérer le développement économique et social et d'assurer des transitions justes.

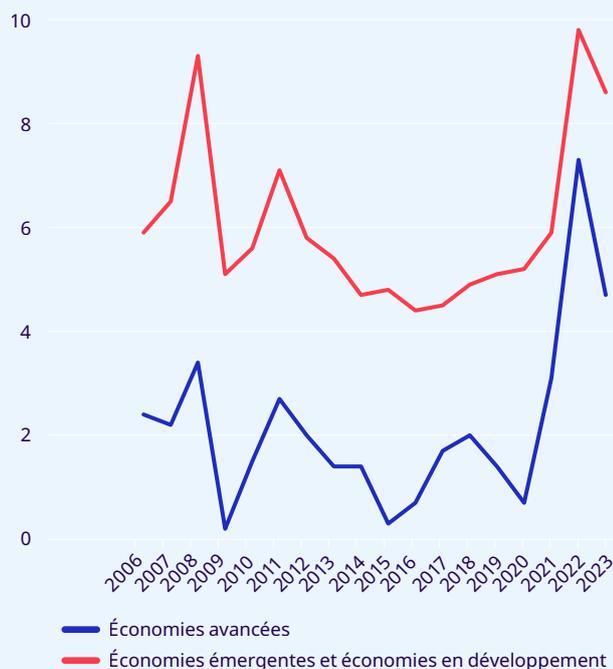
Des actions au niveau international en faveur d'investissements dans le domaine social et le travail décent

Ces effets bénéfiques des investissements dans le domaine social en faveur du travail décent sont soulignés par l'Accélérateur mondial pour l'emploi et

la protection sociale à l'appui de transitions justes qui est construit sur une approche pluridimensionnelle afin de maximiser l'impact des politiques et des investissements en faveur de la justice sociale. La Coalition mondiale pour la justice sociale, telle que proposée par le Directeur général du BIT, intégrera tous ces efforts au sein d'une approche globale permettant de s'assurer du caractère maximal de l'impact des mesures prises sur le plan national et international. Ces actions d'une importance cruciale, entreprises notamment afin de créer un espace budgétaire pour des investissements à caractère social dans les pays à faible revenu, doivent revêtir un caractère urgent dans le cadre des discussions au niveau international sur la réforme de l'architecture financière internationale.

► Annexe statistique

► **Figure A1. Taux d'inflation, prix moyens à la consommation** (variation annuelle en pourcentage), **économies avancées, économies émergentes et économies en développement, 2006-2023**



Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

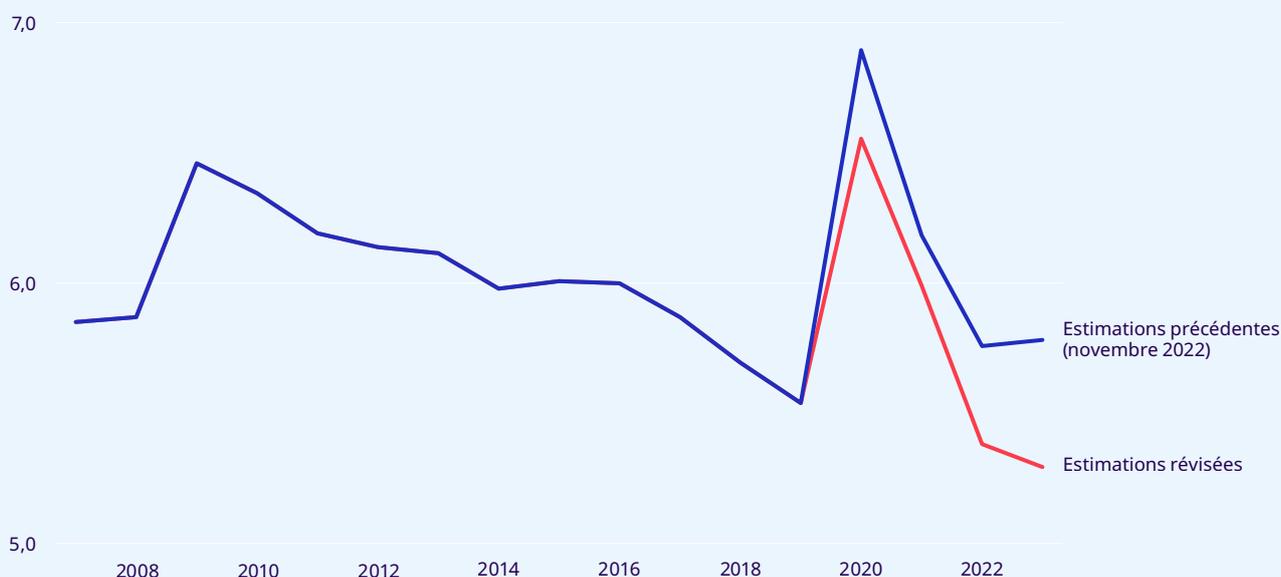
► **Tableau A1. Classement des pays selon les taux d'intérêt des banques centrales et l'évolution attendue des taux, dans le monde et par groupe de revenu** (en pourcentage)

	Taux d'intérêt élevé (≥ 10%)	Hausse attendue du taux
Pays à faible revenu	40,9	22,7
Pays à revenu intermédiaire inférieur	32,6	37,2
Pays à revenu intermédiaire supérieur	26,2	42,9
Pays à revenu élevé	5,5	80,0
Monde	22,8	51,2

Notes: Classement des taux d'intérêt des banques centrales sur la base des dernières valeurs disponibles, entre janvier et avril 2023. Taux d'intérêt attendus pour la période allant du deuxième trimestre 2023 au premier trimestre 2024.

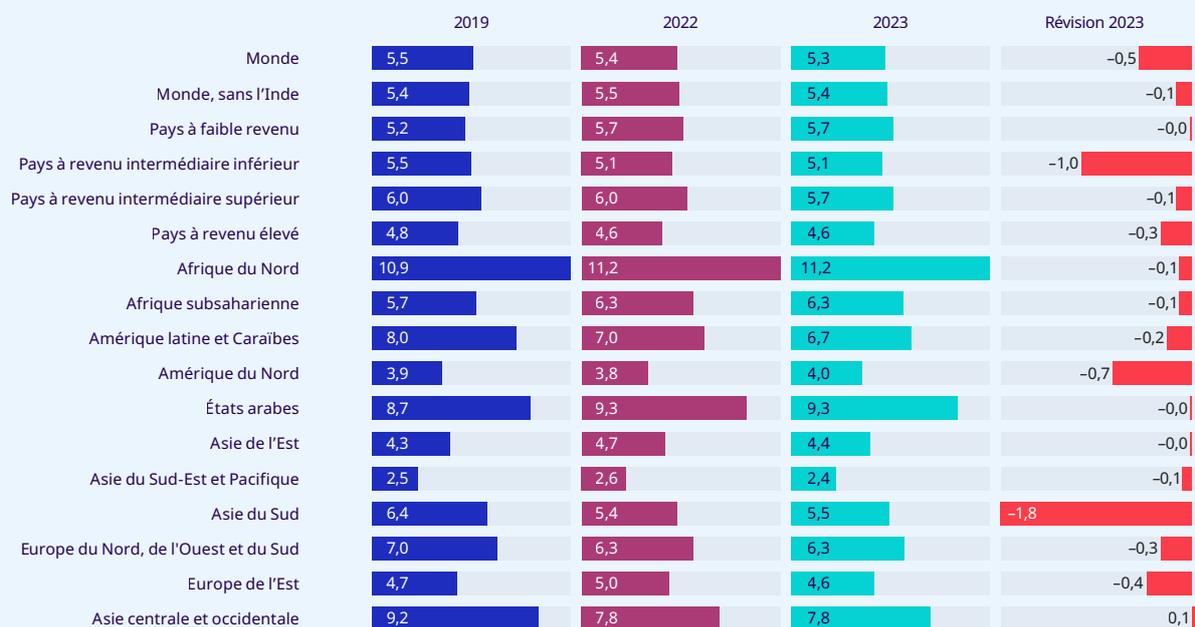
Source: Tradingeconomics.

► **Figure A2. Taux de chômage, 2007-2023, dans le monde** (en pourcentage)



Source: Estimations de l'OIT.

► **Figure A3. Taux de chômage dans le monde et par (sous-)région et groupe de revenu, 2019, 2022 et 2023** (en pourcentage); **révision des projections du taux de chômage pour 2023 par rapport à *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*** (en points de pourcentage)



Note: La révision correspond à la différence en points de pourcentage par rapport à la prévision figurant dans le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2023*.

Source: Estimations de l'OIT.

► Annexe technique

L'annexe technique est disponible à l'adresse https://www.ilo.org/global/publications/WCMS_882318/lang--en/index.htm.